

UNION SYNDICALE



Section du Pas de Calais

Ensemble aux Finances Publiques



C. T. L. du 6 octobre 2016

Déclaration liminaire de l'Alliance UNSA - CFTC

Monsieur le Directeur,

Les vacances estivales sont terminées. A la DGFIP, non seulement, les services d'accueil doivent déjà faire face aux fortes affluences, mais tous les services continuent de subir un énième plan social avec la mise en place des restructurations, des fusions de services et l'annonce de la suppression de 1 540 emplois aux finances.

Par ailleurs, certains candidats aux prochaines élections présidentielles dévoilent peu à peu leur programme et c'est une véritable surenchère!!! A croire que celui qui supprimera le plus de postes de fonctionnaire sera choisi. De 300 000 à 600 000 selon le candidat.

Nous, agents de la DGFIP, sommes acteurs du démantèlement de notre administration qui impacte directement nos missions et nos emplois.

Parlons en de nos emplois, quand la ministre de la fonction publique, Madame Girardin, en visite à Béthune, s'étonne du manque d'intérêt par les jeunes aux métiers de la fonction publique (8 % de moins de 30 ans), sait-elle de quoi elle parle ?

Connaît-elle le nombre dérisoire de postes ouverts tous les ans ?

Connaît-elle le nombre exorbitant de candidats inscrits aux concours proposés ?

Connaît-elle la difficulté à réussir un concours face à cette énorme concurrence ?

Madame Girardin devrait savoir que c'est notre administration qui subit le plus de suppression d'emplois, qui ne remplace quasiment plus les départs en retraite. Elle venait à la rencontre de jeunes apprentis ayant choisi d'exercer leur apprentissage aux finances publiques du Pas De Calais. C'est une bonne initiative de notre direction de les accepter, mais rappelons qu'un contrat d'apprentissage ne peut déboucher systématiquement sur un emploi. Ce n'est qu'un palliatif pour améliorer les statistiques du chômage !

Pourtant, au recrutement 2017, il faut croire que notre ministère envisage du renouveau au sein de ses services. Le nombre de poste ouvert au concours externe d'inspecteur des finances publiques est de 243, au détriment du concours interne qui n'offre que 81 postes ! Le message est clair ! Notre Direction nationale veut du « sang neuf ». Il est vrai qu'il est plus facile de faire de la pédagogie à des jeunes recrues qu'à des agents expérimentés !

Quant aux restructurations et aux fusions de service, les transferts d'emploi ne sont visiblement pas au rendez-vous comme d'habitude. Les services vont encore subir des surcharges de travail et l'humain n'est toujours pas mis au cœur des débats ! Ainsi, aucune information n'est donnée aux agents qui perdent leurs repères et leur confiance dans l'administration.

Comme toujours, les agents sont considérés comme étant la dernière roue du carrosse alors qu'ils devraient être associés aux démarches comme préconisé par les médecins de prévention et l'ISST (inspecteur santé sécurité au travail).

La direction a beaucoup de projet, pense à faire les travaux pour installer ses restructurations mais sur le terrain rien n'est fait, rien n'est entamé. Les dates d'installations sont programmées mais les chantiers tardent à venir. Les agents sont inquiets de leur déplacement. Avons-nous les crédits nécessaires pour engager tous ces travaux ? Comme par exemple, le projet de Campagne les Hesdin, la seule chose qui soit annoncée est la date de fusion au 1^{er} janvier 2017. Pour le reste rien n'est défini alors que de gros travaux sont à prévoir dès le déménagement du locataire qui visiblement n'est pas pour tout de suite. Qu'en est-il de la visite de la société de contrôle qui doit expertiser les locaux (pour les murs porteurs notamment). Le projet est il vraiment viable ?

Nous rappelons, Monsieur le Président, vos propos rapportés dans le procès verbal du CTL du 26 avril 2016 :

« si la décision finale se porte sur les locaux actuellement occupés par la Trésorerie de Campagne Les Hesdin, l'opération pourra être réalisée sans difficulté au 01/01/2017. »

Les fiches d'impact ne mentionnent plus l'implication des élus. Pourtant un projet de restructuration territoriale devrait recevoir l'aval des représentants de la population concernée.

Nous nous permettons de vous rappeler les termes de notre liminaire du 29 mai 2015 dans laquelle nous vous demandions l'organisation de réunions avec les différents services afin que les agents soient informés régulièrement, nous dénonçons les bruits de couloir, nous n'acceptons pas ces mesures d'ajustement des orientations gouvernementales qui suppriment les emplois au profit de l'éducation nationale et la défense, nous n'acceptons toujours pas de travailler dans un cadre professionnel qui démotive les agents et leur encadrement.

Et, pour finir, nous nous interrogeons lourdement sur la réforme territoriale qui touche directement les services de notre administration.

Monsieur le Directeur, nous vous remercions pour votre écoute,

Les représentant(e)s de l'Alliance

Christine Duval	PCE Lens
Martine Hennequin	DDFiP
Betty Martel	SIP Saint-oMER
Jean-François Waille	Trésorerie de Beuvry
Jean-François Heneman	EDR
Gabriel Gaillard	EDR